

Proposition présentée par les députés :

M^{mes} et MM. Anne Marie von Arx-Vernon, Patricia Bidaux, Jean-Luc Forni, Jacques Blondin, Olivier Cerutti, Bertrand Buchs, Jean-Marc Guinchard, Claude Bocquet, Christina Meissner, François Lance, Marc Falquet, Pierre Eckert, Marjorie de Chastonay, Jocelyne Haller

Date de dépôt : 25 septembre 2019

Proposition de motion

**pour une véritable prévention en milieu scolaire du fléau
« loverboys »**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- les obligations constitutionnelles (Cst-GE) selon lesquelles : « les droits fondamentaux de l'enfant doivent être respectés » (art. 23, al. 1) ; « l'enfant est protégé contre toute forme de maltraitance, d'exploitation, de déplacement illicite ou de prostitution » (art. 23, al. 3) ; « l'Etat met en œuvre une politique de la jeunesse qui tient compte des besoins et intérêts des enfants et des jeunes, notamment dans les domaines de la formation, de l'emploi, du logement et de la santé » (art. 207, al. 1) ;
- la loi sur l'instruction publique (LIP), art. 78, al. 2, sur l'importance d'une aide psychologique et socio-éducative appropriée : « ces aides contribuent en outre à l'orientation des élèves et à la prévention en matière de difficultés liées à l'adolescence » ;
- la loi 11760 sur la traite des êtres humains ;
- la dangerosité des « loverboys », trafiquants d'êtres humains et proxénètes, qui jouent les séducteurs pour rendre dépendant-e-s émotionnellement, affectivement et financièrement des jeunes femmes et des jeunes hommes particulièrement vulnérables, dont ils veulent tirer profit en les poussant à la prostitution ou à la délinquance ;

- les risques majeurs qu’encourent les jeunes filles comme les jeunes garçons vulnérables, mineurs comme majeurs, lorsqu’ils sont confrontés aux « loverboys » ;
- la grande capacité d’information dont bénéficie le département de l’Instruction publique auprès des jeunes, mineurs et majeurs, scolarisés dans ses établissements ;
- le signal d’alarme tiré notamment par les associations bernoises concernées par l’aide aux victimes de traite des êtres humains ;
- la campagne d’information sur la thématique des « loverboys » menée par la direction de l’instruction publique du canton de Berne,

invite le Conseil d’Etat

à s’inspirer du modèle bernois pour mener une campagne d’information et de sensibilisation sur la thématique des « loverboys » et celle de la prostitution 2.0.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames les députées et
Messieurs les députés,

Le rapport de la Fondation Scelles – observatoire mondial de la prostitution dénonce : « *les mineurs et les jeunes majeurs sont les premières victimes de prostitution. [...] Mais les jeunes ne sont pas que les victimes de cette exploitation, ils en sont aussi les acteurs comme proxénètes et comme clients. Face à ce phénomène, il est urgent de construire une véritable politique d'éducation à l'égalité de genre et au respect de la dignité humaine.* »¹

Notre motion s'attache plus particulièrement au phénomène des « loverboys ». Ce terme, apparu en 1995 aux Pays-Bas, désigne un proxénète de moins de 25 ans qui repère des adolescent-e-s fragiles se confiant à lui sur les réseaux sociaux, à l'école ou encore sur des forums. Aujourd'hui, la « prostitution 2.0 » a supplanté la prostitution classique dite de rue. Les « loverboys » peuvent agir seuls ou en réseau.

Le « loverboy » n'hésite pas à séduire et à jouer les amoureux en créant l'illusion d'une histoire d'amour. Une fois sa victime fixée dans la dépendance affective et financière, rapidement il l'exploite pour en faire une marchandise et en tirer le plus d'argent possible, que ce soit par la prostitution forcée, la pornographie ou l'incitation à commettre des actes illégaux.

Les victimes de « loverboys » âgées de 12 à 18 ans et plus sont le plus souvent vulnérables affectivement pour diverses raisons (problèmes familiaux, grande précarité, manque de confiance en eux/elles) qui les rendent particulièrement sensibles aux compliments, aux cadeaux et autres marques d'intérêt de ces prédateurs.

Selon HuffPost en France : « *Plusieurs affaires de ce type ont été jugées en 2017 et 2018, rappelle le rapport [Scelles]. On peut citer le procès, particulièrement exemplaire, qui s'est tenu à Paris en mai 2018 : 12 jeunes hommes, âgés d'à peine 20 ans, étaient accusés d'avoir prostitué 14 jeunes filles, dont 8 mineures. Les victimes étaient recrutées via les réseaux sociaux (Instagram en particulier) ou à la sortie du collège ou du lycée. On leur promettait de gagner très vite beaucoup d'argent. Les jeunes filles étaient*

¹ http://fondationscelles.org/pdf/RM5/5e_Rapport_mondial_Fondation%20SCELLES_2019_telechargement.pdf.

testées pour leurs “performances sexuelles”, photographiées en tenues légères pour des annonces en ligne, avant d’être prostituées dans des hôtels ou des appartements via Airbnb. Les proxénètes leur fournissaient un téléphone portable et des préservatifs et se tenaient aux abords de la chambre pour récupérer le montant de la passe. »²

Jusqu’à présent, les « loverboys » n’étaient pas visibles en Suisse. Grâce à leur travail, les associations du canton de Berne œuvrant dans le domaine de l’aide aux victimes de traite des êtres humains, telles que ACT212, LANTNA, VISTA, Centre de consultation LAVI Bienne et Santé Bernoise, ont identifié que ces prédateurs sévissaient dans leur canton.

ACT212, centre de consultation et de formation contre la traite des personnes et l’exploitation sexuelle, partage le témoignage suivant : « Nina [prénom fictif] a 14 ans et vient de changer d’école. Elle est en conflit avec ses parents et passe de plus en plus de temps sur les réseaux sociaux. C’est là qu’elle fait connaissance de Luca [prénom fictif] qui prétend être son prince charmant. Nina tombe éperdument amoureuse. Sa relation avec Luca est intense et elle ne fréquente plus que lui. Quelques semaines plus tard, dans une chambre d’hôtel, Luca vendra la fille à un premier client. Nina est tombée dans un piège dont elle ne saura guère sortir toute seule. »³

Il va sans dire que les victimes de « loverboys » développent des troubles que le corps enseignant, dûment sensibilisé à la problématique, pourrait identifier. Parmi ces troubles, les victimes changent de comportement, s’absentent de façon incompréhensible, ont des difficultés de concentration, s’habillent de façon « provocante » et/ou coûteuse, s’isolent de leurs ami-e-s et collègues, s’automutilent ou encore présentent des troubles psychosomatiques.

Aujourd’hui, il est convenu que la réponse à cette menace passe premièrement par la prévention. Concernant le moment de crise, la mise en place d’un organigramme d’intervention, en amont, permet aux établissements scolaires de faire face « posément » à l’urgence et à la complexité des situations rencontrées.

Genève n’est pas à l’abri de ces prédateurs et les membres du corps enseignant sont les mieux placés pour détecter les signes précurseurs, pour identifier les victimes et les protéger. Sur la base de ce qui a été mis en place dans le canton de Berne, Genève se doit de développer son propre programme.

² https://www.huffingtonpost.fr/entry/prostitution-loverboys-petits-amis-proxenetes-france_fr_5cf52eede4b0e346ce81e0b5.

³ <https://www.act212.ch/fr/traitedesetreshumains-1/loverboys>.

Pour toutes ces raisons, nous vous invitons, Mesdames les députées et Messieurs les députés, à faire bon accueil à la présente motion.

ANNEXES :

- 1) Modèle bernois d'information sur la thématique des « loverboys »*
- 2) Notice à l'intention des responsables d'écoles, d'écoles à journée continue et du travail social en milieu scolaire par la direction de l'instruction publique du canton de Berne*

Erziehungsdirektion
des Kantons Bern

Direction de
l'instruction publique du
canton de Berne

Amt für Kindergarten,
Volksschule und Beratung

Office de l'enseignement
préscolaire et obligatoire, du
conseil et de l'orientation

Informations sur la thématique des « loverboys »

à l'intention des directions d'école, du corps enseignant et des professionnels intervenant dans les écoles

Contexte

Jusqu'à présent, les loverboys cherchaient avant tout leurs victimes dans les pays d'Europe de l'Est. Il apparaît aujourd'hui que de plus en plus de mineurs de nationalité suisse tombent dans leurs filets. Le canton de Berne est aussi touché : en 2018, sept cas ont été signalés à la ligne d'appel nationale Act212.

Cette fiche d'information se propose d'aider les membres du corps enseignant et les autres professionnels intervenant dans les écoles à identifier les victimes, qui frappent généralement par un changement de comportement et d'apparence. Elle indique par ailleurs les services spécialisés bernois qui peuvent être contactés en cas de soupçon.

Qu'est-ce qu'un loverboy ?

Un loverboy est un trafiquant d'êtres humains et un proxénète. Souvent lui-même encore adolescent, il cherche ses victimes, des jeunes âgés de 12 à 18 ans, dans les infrastructures de loisirs ou à proximité des écoles ainsi que dans les forums de discussion des réseaux sociaux. Les garçons sont concernés au même titre que les filles : ils sont exploités dans les milieux homosexuels. Le loverboy feint le grand amour, fait des cadeaux aux mineurs, les séduit, les courtise tout en les rendant dépendants émotionnellement et en les éloignant de leurs amis et de leur famille. S'il arrive à les rendre dépendants, le loverboy exploite ses victimes sexuellement pour gagner le plus d'argent possible. Il les force par exemple à la prostitution ou à la pornographie et les pousse à commettre des délits. La forme de l'exploitation varie selon les cas et se traduit par différents actes punissables.

Comment identifier une victime ?

Les filles et les garçons victimes de loverboys ont entre 12 et 18 ans et sont issus de diverses couches sociales. Ils vont encore généralement à l'école, sont en formation et habitent chez leurs parents. Les jeunes les plus menacés sont ceux qui manquent de confiance en eux et d'estime de soi.

Si vous remarquez que plusieurs des caractéristiques ci-dessous s'appliquent à un ou une élève, il est possible qu'il ou elle soit victime d'un loverboy, surtout s'il ou elle a un nouvel « ami ». Cet élève :

- est souvent absent-e ;
- a du mal à se concentrer durant les cours ;
- voit ses notes se dégrader ;
- s'habille soudainement de manière provoquante et sexy ;
- a soudainement beaucoup d'argent ainsi que des vêtements et des objets coûteux ;
- est constamment en train de chatter durant les pauses et dans la cour ;
- s'isole de ses amis et de ses parents ;
- se plaint de douleurs au bas-ventre, a des saignements et des problèmes psychosomatiques ;
- s'automutile.

Services spécialisés dans le canton de Berne

Les services spécialisés suivants connaissent la problématique des loverboys et peuvent être consultés en cas de soupçon :

ACT212

Contactez le centre ACT212 en cas de questions ou de soupçon ou lui signalez un cas par téléphone ou en ligne.

www.act212.ch, Centre de consultation et de formation contre la traite des personnes et l'exploitation sexuelle et ligne d'appel nationale, téléphone : 0840 212 212 (consultations possibles en français)

Remarque : ACT212 forme des spécialistes sur la problématique des loverboys. ACT212 peut également se rendre dans les écoles pour en parler dans les classes.

LANTANA

www.lantana-bern.ch, service d'aide aux victimes de violence sexuelle, Aarberggasse 36, 3011 Berne
info@lantana-bern.ch, téléphone : 031 313 14 00

VISTA

www.vista-thun.ch, service d'aide aux victimes de violence domestique et sexuelle, Bälliz 49, 3600 Thoun
info@vista-thun.ch, téléphone : 033 225 05 60

Centre de consultation LAVI Bienne

(Région Bienne, Jura-bernois, Seeland)

www.centrelavi-bienne.ch Service d'aide aux victimes de violence sexuelle, Rue de l'Argent 4, 2502 Bienne
sav@centrelavi-bienne.ch téléphone: 032 322 56 33

Santé bernoise

www.bernergesundheut.ch, éducation sexuelle, sexualpaedagogik@beges.ch, téléphone : 031 370 70 80 (consultations possibles en français)

Remarque : à compter de la 8H, Santé bernoise organise des discussions de groupe avec les élèves. Des thèmes d'éducation sexuelle tels que la *sexualité*, l'*identité*, l'*autodétermination* et la *transgression des limites* y sont abordés. Ces discussions sont financées par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale et par la Direction de l'instruction publique. Si nécessaire, Santé bernoise conseille les enseignants et enseignantes sur la manière de traiter la thématique des loverboys en cours et leur fournit du matériel didactique.

Informations complémentaires

ACT 212, Centre de consultation et de formation contre la traite des personnes et l'exploitation sexuelle : www.act212.ch

Office fédéral de la police (fedpol) : www.fedpol.admin.ch

Office de l'enseignement préscolaire
et obligatoire, du conseil et de l'orientation

sig. Erwin Sommer
Chef de l'office

**Erziehungsdirektion
des Kantons Bern**

Amt für Kindergarten,
Volksschule und Beratung

**Direction de
l'instruction publique du
canton de Berne**

Office de l'enseignement
préscolaire et obligatoire, du
conseil et de l'orientation

Exploitation sexuelle : prévention, gestion des soupçons et intervention

Notice à l'intention des responsables d'écoles, d'écoles à journée continue et du travail social en milieu scolaire



1. Contexte et objectif

Depuis quelques années, le thème de l'exploitation sexuelle¹ préoccupe de plus en plus la population. L'attention se focalise sur les abus commis en dehors de l'environnement familial des enfants et des adolescents, c'est-à-dire au sein des institutions et des organisations qui les accueillent quotidiennement.

Des spécialistes ainsi que différentes associations professionnelles et organisations se sont penchés intensément sur les possibilités de prévention et d'intervention au sein des institutions pédagogiques et sociales. Ces deux dernières années, des dispositions légales ont été adaptées et différentes lignes directrices ont été publiées. Néanmoins, responsables et autorités s'avouent souvent dépassés lorsqu'ils sont confrontés à des abus et à des cas concrets d'exploitation sexuelle.

Les écoles et les offres périscolaires (telles que les écoles à journée continue ou le travail social en milieu scolaire) qui disposent déjà d'une procédure d'intervention réglementée pour les cas difficiles sont mieux à même de réagir à ces situations complexes lorsqu'elles se présentent. Des processus et des compétences clairement définis aident à faire la lumière de manière professionnelle sur les cas signalés. Toutes les mesures qui visent à restreindre au maximum les possibilités de commettre ce type de délit et, inversement, à faciliter les moyens de défense et d'intervention ont un effet préventif.

Il est important que chaque école² se penche sur ce thème et définisse ses propres processus d'action. L'élaboration conjointe d'une procédure de prévention et d'intervention contribue à sensibiliser toutes les parties prenantes. Si un collège d'enseignants et d'enseignantes ou une équipe travaille à définir des normes, des positions communes se créent.

La présente notice vise à aider les différents responsables à :

- connaître la définition de l'exploitation sexuelle et les dispositions légales les plus importantes ;
- vérifier s'il y a lieu d'agir de manière préventive sur place et introduire d'éventuelles mesures dans le domaine de la conduite du personnel ou au niveau des élèves ;
- définir les points les plus importants pour le déroulement de l'intervention en cas de soupçon ;
- obtenir rapidement une vue d'ensemble des services spécialisés importants et des documents à disposition.

Cette notice s'inspire du manuel du service spécialisé *Limita Achtsam im Umgang – konsequent im Handeln* de Corina Elmer et Katrin Maurer, Zurich 2011.

¹ La Fondation Suisse pour la Protection de l'Enfant utilise le terme d'exploitation sexuelle. D'autres expressions synonymes ou de sens proche sont : agressions sexuelles, violence sexuelle et abus sexuels.

² Dans cette notice, le concept d'« école » recouvre aussi bien les écoles que les offres périscolaires comme les écoles à journée continue, le travail social en milieu scolaire, etc.

2. Définition de l'exploitation sexuelle

Dans cette notice, le terme d'exploitation sexuelle est utilisé pour faire référence aux agressions. Ce terme est en effet celui qui illustre le plus clairement les notions d'abus de pouvoir et d'oppression, c'est-à-dire lorsqu'une personne tire avantage d'un rapport de force inégal.

La notion d'exploitation sexuelle recouvre tous les actes d'ordre sexuel commis avec ou sur des enfants ou des adolescents, de la transgression des limites et des agressions sans contact corporel aux formes de violence physique les plus graves comme le viol.

Afin de réagir rapidement et de manière proportionnée à des signes d'exploitation sexuelle, les responsables et les collaborateurs et collaboratrices doivent savoir reconnaître la limite entre une proximité justifiée par la profession et une agression.

Pour que les mesures préventives englobent tous les aspects, il est pertinent d'intégrer également les agressions entre adultes, comme le harcèlement sexuel sur le lieu de travail, dans le processus de prévention et d'intervention et d'élaborer des dispositions en ce sens. Cette thématique n'est toutefois pas l'objet de cette notice.

3. Bases légales

En matière d'exploitation sexuelle d'enfants, des dispositions légales relevant des domaines du droit pénal et du droit civil s'appliquent. Pour bien comprendre les bases légales, il importe de connaître la différence entre droit civil et droit pénal. Fondamentalement, l'exploitation sexuelle d'enfants est un acte punissable inscrit dans le Code pénal suisse (CP ; RS 311.0), en particulier aux articles 187 à 198.

Code pénal

Le Code pénal relève du droit public et règle les relations entre l'Etat et les citoyens et citoyennes dans le domaine des actes punissables. Son objectif est la poursuite et le jugement des actes constitutifs de l'infraction. Il s'agit en premier lieu, lors des investigations, de rassembler des preuves d'un acte punissable commis dans le passé. Au cours de l'audience qui s'ensuit, le tribunal pénal s'appuie sur les preuves ainsi réunies, les évalue et rend un jugement en conséquence. La procédure pénale vise avant tout à sanctionner l'auteur de l'acte.

La loi distingue le crime, le délit et la contravention et détermine si les autorités de poursuite pénale doivent poursuivre le délit d'office ou sur plainte.

S'agissant des délits poursuivis d'office, une obligation de dénoncer s'applique pour des groupes de personnes déterminés (art. 48 de la loi portant introduction du code de procédure civile, du code de procédure pénale et de la loi sur la procédure pénale applicable aux mineurs). Dans certaines circonstances, cette obligation de dénoncer peut faire l'objet d'exceptions, fixées par la loi (p. ex. art. 61a de la loi sur l'école obligatoire, art. 44 de la loi sur la protection de l'enfant et de l'adulte). Ces exceptions sont difficiles à déterminer et l'intervention des spécialistes peut s'avérer nécessaire au cas par cas.

Droit civil

Certaines dispositions concernant la protection de l'enfant relèvent également du droit de la famille (art. 307 ss du Code civil suisse [CC]). Ces dispositions règlent le moment où l'autorité de protection de l'enfant est tenue de prendre des mesures pour protéger l'enfant. Ce cas se produit si le développement de l'enfant est menacé et que les père et mère n'y remédient pas d'eux-mêmes ou sont hors d'état de le faire. L'autorité de protection de l'enfant est quoi qu'il en soit tenue d'agir si l'enfant est présumé en danger. Elle ne se limite pas aux affaires passées mais agit également à titre préventif, même en l'absence de comportement fautif, afin d'éviter une atteinte au bien-être de l'enfant.

Afin que les autorités de protection de l'enfant aient au plus tôt connaissance de la mise en danger d'un enfant, la loi prévoit un droit et une obligation d'aviser l'autorité (art. 443 CC). Ainsi, toute personne (à moins qu'elle ne soit soumise au secret professionnel) a le droit d'aviser l'autorité de protection de l'enfant. Par ailleurs, toute personne qui, dans l'exercice de sa fonction officielle (p. ex. autorités scolaires, enseignants et enseignantes, responsables d'écoles à journée continue, travailleurs et travailleuses sociaux en milieu scolaire, médiateurs et médiatrices scolaires, médecins officiels, collaborateurs et collaboratrices des centres de conseil, etc.), a connaissance d'un tel cas est tenue d'en informer l'autorité de protection de l'enfant.

4. La prévention, une tâche de direction

Le travail de prévention, pour être complet et efficace, implique que l'école et ses structures périscolaires soient disposées à s'engager dans un processus de développement à long terme. La prévention est une tâche de direction dont l'élaboration et la mise en œuvre doivent être réalisées sur place en fonction des différentes réalités. Voici une liste d'objectifs possibles:

a) Personnel et organisation

- Les structures de direction de l'institution sont transparentes : enfants et adolescents sont protégés des agressions et les collaborateurs et collaboratrices de soupçons non fondés. Les compétences sont attribuées de manière univoque et les collaborateurs et collaboratrices savent où et comment déposer une plainte. Ils sont également informés que les accusations injustifiées entraînent des mesures.
- Le collège d'enseignants et enseignantes ou l'équipe se penche régulièrement sur la question de l'exploitation sexuelle et des abus. La gestion de thèmes comme le soupçon, la culpabilité, la diffamation, la partialité, etc. fait l'objet de discussions régulières ou de formations continues.
- Tous les collaborateurs et collaboratrices, les parents, les adolescents et les enfants connaissent la procédure pour rapporter des observations, des informations concernant des incidents, des soupçons etc. (un service interne est éventuellement défini).

- Des règles de comportement contraignantes s'appliquent lors du travail quotidien avec des enfants et des adolescents. L'école est chargée d'organiser toutes les situations de travail de manière transparente (p. ex. les situations qui impliquent des contacts corporels et une aide physique, une prise en charge individuelle, dans le travail social en milieu scolaire, etc.).
- En cas de recrutement, des références sont demandées de manière systématique et un extrait spécial du casier judiciaire est exigé ; pour certaines professions, des « listes noires » (p. ex. à la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique pour le groupe professionnel des enseignants et enseignantes : cf. www.erz.be.ch/surveillance-scolaire > Inspection scolaire francophone > Formulaires/Documents) sont consultées.

b) Pédagogie

Le Plan d'études romand attribue à l'école une tâche d'éducation sexuelle. Plusieurs offres sont à disposition pour aider à l'accomplissement de cette tâche : la fondation Santé bernoise propose des supports médiatiques et dispense, par le biais de l'association privée APESE, des cours d'éducation sexuelle ; la Fondation suisse pour la protection de l'enfant a mis en place le parcours de prévention interactif « Mon corps m'appartient ! », dont l'objectif est de renforcer l'estime de soi des enfants et des adolescents et de les aider à définir individuellement leurs limites.

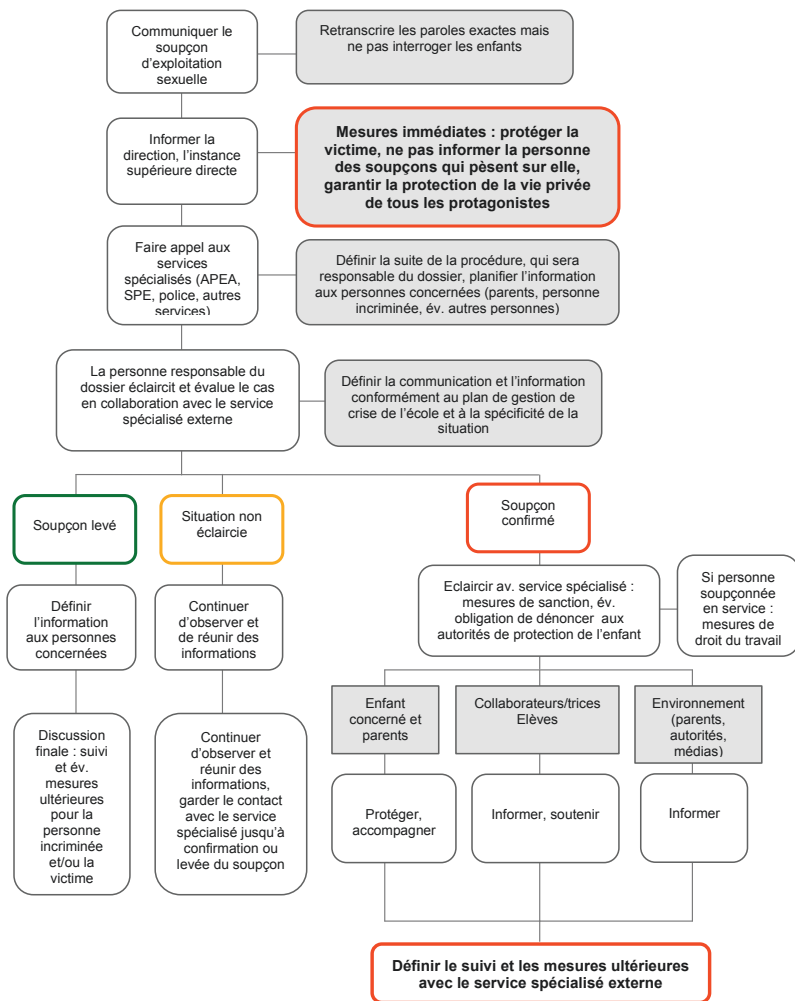
Des violences sexuelles ou des agressions sexualisées commises entre des enfants et des adolescents peuvent également se produire. Il est capital que la violence sexuelle entre personnes du même âge soit une première fois abordée de manière pédagogique, tant au niveau de la prévention que de l'intervention. Il existe des programmes d'intervention spéciaux qui aident à lutter contre l'acceptation des agressions sexuelles et à renverser cette situation d'encouragement de la violence.

c) Planification de l'intervention

Lorsque des actes ou des soupçons d'exploitation sexuelle prennent une organisation au dépourvu, il est extrêmement difficile de faire face à l'énorme pression (notamment des médias et du public) et à la demande d'action. Si l'école et ses structures périscolaires disposent déjà, pour de tels cas, d'une procédure d'intervention réglée dans le cadre de son plan de gestion de crise, elle est en mesure d'affronter plus rapidement une situation complexe. Des processus et compétences clairement définis constituent une aide précieuse.

La collaboration avec les services spécialisés ou les autorités est décisive et peut grandement faciliter la tâche. Si l'entreprise s'est déjà mise en relation avec des partenaires de coopération appropriés, elle est à même de recourir plus rapidement et de manière plus ciblée à des mesures de soutien.

Le **diagramme d'intervention** suivant peut servir de modèle pour définir un diagramme adapté aux besoins spécifiques :



5. Procédure en cas d'exploitation sexuelle avérée ou présumée

L'objectif ultime est de protéger l'enfant ou l'adolescent ou l'adolescente de violences supplémentaires et de veiller à son intégrité.

Une intervention comporte quatre étapes : réaction / stabilisation / éclaircissement et évaluation / suivi et mesures ultérieures.

Chaque cas rapporté et chaque incident doivent être tirés au clair de manière compétente et rapide. La dénonciation peut venir d'un enfant, de ses parents, de personnes extérieures ou de collaborateurs et collaboratrices. Souvent, une telle déclaration demande beaucoup de courage.

Il importe néanmoins de garantir les droits de la personne accusée. En cas de soupçon, les supérieurs directs doivent agir rapidement pour respecter la protection de la personnalité de la personne incriminée. Il est important de choisir avec précaution le moment et la manière d'informer cette personne et de ne pas la confronter de manière précipitée et irréfléchie avec les faits qui lui sont reprochés. Il peut également s'avérer utile de consulter des services spécialisés externes.

Lorsqu'il y a soupçon, la procédure est quoi qu'il arrive exigeante, complexe et pénible. Les mesures prises en amont (cf. chapitre 4) permettent, lorsqu'un cas concret se présente, de définir avec certitude les personnes à informer. La personne responsable du dossier coordonne les interventions et les contacts avec le service spécialisé compétent et/ou la police. Les services spécialisés et les services de conseil doivent être intégrés dès le départ. Il est également recommandé de faire appel à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) compétente pour l'arrondissement administratif concerné.

Points importants à respecter en cas de soupçon :

- Si la dénonciation est faite par un enfant et que celui-ci est la victime, ne pas l'interroger, c'est la tâche exclusive du personnel spécifiquement formé. Des réactions disproportionnées et une procédure irréfléchie peuvent conduire à des traumatismes et rendre difficile voire impossible la preuve de la culpabilité de la personne incriminée.
- Les parents sont intégrés dans le processus, pour autant qu'ils ne fassent pas partie des personnes accusées.
- Il est important de rassembler des indices et des faits et de les consigner par écrit. Ils peuvent être nécessaires au tribunal en cas de dénonciation .
- Il s'agit de déterminer si une procédure doit être engagée. D'ici là, la personne incriminée ne doit pas avoir connaissance des soupçons dont elle fait l'objet.
- La victime doit immédiatement recevoir un soutien et les contacts avec la personne incriminée doivent dans la mesure du possible être évités ou réduits si celle-ci travaille à l'école ou dans l'environnement scolaire.

- La communication, en particulier avec les médias, doit être effectuée de manière réfléchie et en étroite discussion avec le service spécialisé consulté, les autorités et les personnes concernées. Le plan d'intervention prévoit qui doit s'occuper de la communication ou de l'information en cas de crise.

Berne, avril 2015

633667v12C

Office de l'enseignement
préscolaire et obligatoire,
du conseil et de l'orientation

sig. Erwin Sommer, chef de l'office

Annexe I : services spécialisés

Les services spécialisés suivants proposent des informations ciblées et des formations continues :

Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (AEPa) du canton de Berne

www.jgk.be.ch/jgk/fr/index/direktion/organisation/kesb/kesb_kreise.html

L'AEPa accomplit les tâches qui lui sont attribuées dans le domaine de la protection de l'enfant et de l'adulte par la loi sur la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA). L'AEPa est une autorité spécialisée, interdisciplinaire et indépendante, organisée en arrondissements administratifs.

Services psychologiques pour enfants et adolescents du canton de Berne (SPE)

www.erz.be.ch/spe

Dans le domaine de l'exploitation sexuelle, les SPE proposent des évaluations, des conseils et des prises en charge même lorsque la situation n'est pas explicite (p. ex. en cas de trouble du comportement ou de troubles psychosomatiques). Dans les cas qui ne présentent pas d'ambiguïté, les SPE peuvent orienter la victime vers le groupe de protection des enfants de l'Hôpital de l'Île de Berne ou vers des centres d'aide aux victimes.

Groupe de protection des enfants de l'Hôpital de l'Île

www.kinderkliniken.insel.ch/de/kinderkliniken/kinderheilkunde/kinderschutz

Service d'examen consacré aux enfants et aux adolescents victimes, avérées ou présumées, de mauvais traitements. Evaluations médicales et psychologiques, interventions en cas de crise, accompagnements thérapeutiques, conseil par des spécialistes extérieurs, etc.

Le site internet est uniquement en langue allemande, mais les prestations proposées sont également assurées en français et en anglais.

Service d'aide aux victimes Bienne

<http://www.opferhilfe-biel.ch/>

Mira, Service de prévention des abus sexuels

www.mira.ch

Mira s'adresse avant tout aux acteurs du domaine des loisirs : institutions, associations, clubs, communes et autres organisations. Elle propose des prestations de conseil et de coaching, de formation initiale et de formation continue, des colloques, du matériel d'information, de l'encadrement de projet, etc.

Fondation suisse pour la protection de l'enfant

www.protection-enfants.ch

Conçoit et met en œuvre des campagnes et des programmes de prévention (p. ex. parcours de prévention pour les écoles « Mon corps m'appartient ! »). Fournit un travail de lobby, de formation et de mise en réseau, gère des services spécialisés et accomplit un travail de relations publiques.

Centres de planning familial de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale : Hôpitaux de Bienne, de Moutier et de Saint-Imier

www.gef.be.ch/fr/index/familie/familie/familienplanung.html

Annexe II : Documentation spécialisée

Il est possible de procurer de la documentation spécialisée auprès des institutions suivantes :

Nous sommes vigilants ! (12 associations et organisations)

www.charte-prevention.ch/

Charte pour la prévention des abus sexuels, de la maltraitance et d'autres formes de violation de l'intégrité destinée aux personnes présentant un handicap.

kibesuisse, Fédération suisse pour l'accueil de jour de l'enfant

www.kibesuisse.ch/fr/

« Interventionsleitfaden bei sexueller Ausbeutung in Kindertagesstätten und Horten » (lignes directrices en allemand).

Swiss Olympic

www.swissolympic.ch

Programme « Contre les abus sexuels dans le sport ».

Avenirsocial

www.avenirsocial.ch/fr/p42009473.html

Code de déontologie du travail social.

Fondation suisse pour la protection de l'enfant

www.kinderschutz.ch

Brochure « Education sexuelle durant la petite enfance et prévention des abus sexuels » destinée aux parents et aux professionnels de l'éducation d'enfants de 0 à 6 ans.

Fondation Enfants & Violence

www.kinderundgewalt.ch

Association pour la prévention de la maltraitance et des abus sexuels envers les enfants

www.disno.ch

Association Kaléidos

Service de prise en charge des abus sexuels intrafamiliaux (Belgique)

www.asblkaleidos.be/page3.html

Annexe III : bases légales

Code pénal suisse du 21 décembre 1937

CP ; RS 311.0; état le 1^{er} janvier 2014

Infractions contre l'intégrité sexuelle

Art. 187

1. Mise en danger du développement de mineurs

Actes d'ordre sexuel avec des enfants

¹ Celui qui aura commis un acte d'ordre sexuel sur un enfant de moins de 16 ans, celui qui aura entraîné un enfant de cet âge à commettre un acte d'ordre sexuel, celui qui aura mêlé un enfant de cet âge à un acte d'ordre sexuel, sera puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

² L'acte n'est pas punissable si la différence d'âge entre les participants ne dépasse pas trois ans.

³ Si, au moment de l'acte, l'auteur avait moins de 20 ans et en cas de circonstances particulières ou si la victime a contracté mariage ou conclu un partenariat enregistré avec l'auteur, l'autorité compétente pourra renoncer à le poursuivre, à le renvoyer devant le tribunal ou à lui infliger une peine.

⁴ La peine sera une peine privative de liberté de trois ans au plus ou une peine pécuniaire si l'auteur a agi en admettant par erreur que sa victime était âgée de 16 ans au moins alors qu'en usant des précautions voulues il aurait pu éviter l'erreur.

⁵ ...

⁶ ...

Art. 188

Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes

¹ Celui qui, profitant de rapports d'éducation, de confiance ou de travail, ou de liens de dépendance d'une autre nature, aura commis un acte d'ordre sexuel sur un mineur âgé de plus de 16 ans celui qui, profitant de liens de dépendance, aura entraîné une telle personne à commettre un acte d'ordre sexuel, sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

² Si la victime a contracté mariage ou conclu un partenariat enregistré avec l'auteur, l'autorité compétente pourra renoncer à le poursuivre, à le renvoyer devant le tribunal ou à lui infliger une peine.

Art. 189

2. Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels

Contrainte sexuelle

¹ Celui qui, notamment en usant de menace ou de violence envers une personne, en exerçant sur elle des pressions d'ordre psychique ou en la mettant hors d'état de résister l'aura contrainte à subir un acte analogue à l'acte sexuel ou un autre acte d'ordre sexuel, sera puni d'une peine privative de liberté de dix ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

² ...

³ Si l'auteur a agi avec cruauté, notamment s'il a fait usage d'une arme dangereuse ou d'un autre objet dangereux, la peine sera la peine privative de liberté de trois ans au moins.

Art. 190

Viol

¹ Celui qui, notamment en usant de menace ou de violence, en exerçant sur sa victime des pressions d'ordre psychique ou en la mettant hors d'état de résister, aura contraint une personne de sexe féminin à subir l'acte sexuel, sera puni d'une peine privative de liberté de un à dix ans.

² ...

³ Si l'auteur a agi avec cruauté, notamment s'il a fait usage d'une arme dangereuse ou d'un autre objet dangereux, la peine sera la peine privative de liberté de trois ans au moins.

Art. 191

Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance

Celui qui, sachant qu'une personne est incapable de discernement ou de résistance, en aura profité pour commettre sur elle l'acte sexuel, un acte analogue ou un autre acte d'ordre sexuel, sera puni d'une peine privative de liberté de dix ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Art. 192

Actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues

¹ Celui qui, profitant d'un rapport de dépendance, aura déterminé une personne hospitalisée, internée, détenue, arrêtée ou prévenue, à commettre ou à subir un acte d'ordre sexuel, sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

² Si la victime a contracté mariage ou conclu un partenariat enregistré avec l'auteur, l'autorité compétente pourra renoncer à le poursuivre, à le renvoyer devant le tribunal ou à lui infliger une peine.

Art. 193

Abus de la détresse

¹ Celui qui, profitant de la détresse où se trouve la victime ou d'un lien de dépendance fondé sur des rapports de travail ou d'un lien de dépendance de toute autre nature, aura déterminé celle-ci à commettre ou à subir un acte d'ordre sexuel sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

² Si la victime a contracté mariage ou conclu un partenariat enregistré avec l'auteur, l'autorité compétente pourra renoncer à le poursuivre, à le renvoyer devant le tribunal ou à lui infliger une peine.

Art. 194

Exhibitionnisme

¹ Celui qui se sera exhibé sera, sur plainte, puni d'une peine pécuniaire de 180 jours-amende au plus.

² Si l'auteur se soumet à un traitement médical, la procédure pourra être suspendue. Elle sera reprise s'il se soustrait au traitement.

Art. 195

3. Exploitation de l'activité sexuelle

Encouragement de la prostitution

Celui qui aura poussé une personne mineure à la prostitution, celui qui, profitant d'un rapport de dépendance ou dans le but de tirer un avantage patrimonial, aura poussé autrui à se prostituer, celui qui aura porté atteinte à la liberté d'action d'une personne s'adonnant à la prostitution en la surveillant dans ses activités ou en lui en imposant l'endroit, l'heure, la fréquence ou d'autres conditions, celui qui aura maintenu une personne dans la prostitution, sera puni d'une peine privative de liberté de dix ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Art. 197

4. Pornographie

¹ Celui qui aura offert, montré, rendu accessibles à une personne de moins de 16 ans ou mis à sa disposition des écrits, enregistrements sonores ou visuels, images ou autres objets pornographiques ou des représentations pornographiques, ou les aura diffusés à la radio ou à la télévision, sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

² Celui qui aura exposé ou montré en public des objets ou des représentations visés au ch. 1 ou les aura offerts à une personne qui n'en voulait pas, sera puni de l'amende. Celui qui, lors d'expositions ou de représentations dans des locaux fermés, aura d'avance attiré l'attention des spectateurs sur le caractère pornographique de celles-ci ne sera pas punissable.

³ Celui qui aura fabriqué, importé, pris en dépôt, mis en circulation, promu, exposé, offert, montré, rendu accessibles ou mis à la disposition des objets ou représentations visés au ch. 1, ayant comme contenu des actes d'ordre sexuel avec des enfants, des animaux, des

excréments humains ou comprenant des actes de violence, sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Les objets seront confisqués.

^{3bis} Celui qui aura acquis, obtenu par voie électronique ou d'une autre manière ou possédé des objets ou des représentations visés au ch. 1 qui ont comme contenu des actes d'ordre sexuel avec des enfants ou des animaux ou comprenant des actes de violence, sera puni d'une peine privative de liberté d'un an au plus ou d'une peine pécuniaire. Les objets seront confisqués.

⁴ Si l'auteur a agi dans un dessein de lucre, la peine sera une peine privative de liberté de trois ans au plus ou une peine pécuniaire. En cas de peine privative de liberté, une peine pécuniaire est également prononcée.

⁵ Les objets ou représentations visés aux ch. 1 à 3 ne seront pas considérés comme pornographiques lorsqu'ils auront une valeur culturelle ou scientifique digne de protection.

Art. 198

5. Contraventions contre l'intégrité sexuelle

Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel

Celui qui aura causé du scandale en se livrant à un acte d'ordre sexuel en présence d'une personne qui y aura été inopinément confrontée, celui qui aura importuné une personne par des attouchements d'ordre sexuel ou par des paroles grossières, sera, sur plainte, puni d'une amende.

Loi du 11 juin 2009 portant introduction du code de procédure civile, du code de procédure pénale et de la loi sur la procédure pénale applicable aux mineurs (LiCPM ; RSB 271.1)

Art. 48

Obligations et droits de dénoncer (art. 302 et 253 CPP)

¹ Les autorités et les employés et employées du canton et des communes sont tenus de dénoncer au Ministère public les faits qu'ils apprennent dans l'exercice de leur activité et qui les conduisent à soupçonner qu'un crime poursuivi d'office a été commis.

² L'obligation de dénoncer incombant aux professionnels de la santé, en particulier lors de morts suspectes, est régie par la législation sur la santé publique.

³ Les obligations et les droits de dénoncer ainsi que les exemptions de l'obligation de dénoncer des autorités, des employés et employées et des particuliers prévus dans la législation spéciale sont réservés.

Loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO ; RSB 432.210)**Art. 61a**

Exemption de l'obligation de dénoncer

Lorsque le bien de l'enfant l'exige, les services de santé et les services de conseil ainsi que le corps enseignant et ses autorités de surveillance sont exemptés de l'obligation de dénoncer à l'autorité de poursuite pénale compétente les crimes poursuivis d'office conformément à l'article 48 de la loi du 11 juin 2009 portant introduction du code de procédure civile, du code de procédure pénale et de la loi sur la procédure pénale applicable aux mineurs (LICPM) [RSB 271.1].

Loi du 1^{er} février 2012 sur la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA ; RSB 213.316)**10.1 Exemption de l'obligation de dénoncer****Art. 44**

Les collaborateurs et collaboratrices des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte ainsi que les personnes mandatées comme curateurs ou curatrices ou d'une autre manière sont exemptés de l'obligation de dénoncer au Ministère public les crimes se poursuivant d'office au sens de l'article 48 de la loi du 11 juin 2009 portant introduction du code de procédure civile, du code de procédure pénale et de la loi sur la procédure pénale applicable aux mineurs (LICPM) lorsque

- a Les informations émanent de la victime,
- b les informations émanent du conjoint ou de la conjointe, du partenaire enregistré ou de la partenaire enregistrée, du ou de la partenaire, du père ou de la mère, d'un frère ou d'une sœur ou encore d'un enfant de la victime, ou que
- c la victime est le conjoint ou la conjointe, le partenaire enregistré ou la partenaire enregistrée, le ou la partenaire, le père ou la mère, un frère ou une sœur ou encore un enfant de l'auteur présumé.

Code civil suisse du 10 décembre 1907 CC, RS 210**Art. 443****A. Droit et obligation d'aviser l'autorité**

¹Toute personne a le droit d'aviser l'autorité de protection de l'adulte qu'une personne semble avoir besoin d'aide. Les dispositions sur le secret professionnel sont réservées.

² Toute personne qui, dans l'exercice de sa fonction officielle, a connaissance d'un tel cas est tenue d'en informer l'autorité. Les cantons peuvent prévoir d'autres obligations d'aviser l'autorité.

Annexe IV : Modèle de liste de numéros de téléphone importants

<i>Institution</i>	<i>Numéro de tél. év. nom de la personne à contacter</i>
<i>APEA compétente</i>	
<i>Service psychologique pour enfants et adolescents compétent</i>	
<i>Poste de police le plus proche</i>	
<i>Groupe de protection des enfant de l'Hôpital de l'île</i>	
<i>Service d'aide aux victimes compétent</i>	
<i>Autres services spécialisés</i>	

<i>Direction d'école</i>	
<i>Autorité de surveillance (p. ex. commission scolaire)</i>	
<i>Cellule de crise</i>	
<i>Ordre des personnes à informer</i>	